

Washington a menacé financièrement Yahoo pour transmettre des données

Yahoo a confirmé, jeudi 11 septembre, avoir été menacé par le gouvernement des États-Unis, en 2008, d'une amende de **250 000 dollars par jour**. Washington voulait alors contraindre la firme à fournir des informations utilisateurs au nom de la sécurité nationale.

Jugeant la demande inconstitutionnelle et trop étendue, Yahoo a refusé de s'y conformer et fait appel, sans succès. **Le très secret tribunal FISC** (Foreign Intelligence Surveillance Court) chargé d'examiner les demandes de surveillance, a confirmé l'obligation de livrer les données demandées dans le cadre de **la loi FISA** (Foreign Intelligence Surveillance Act). Yahoo s'est incliné.

1 500 pages déclassifiées

La loi américaine interdisant aux entreprises de reconnaître l'existence de ces demandes, la multinationale, dont les arguments exposés durant le procès de 2007-2008 [restaient confidentiels jusqu'en 2013](#), s'est battue pour obtenir une déclassification du dossier. Chose rare, la demande de levée des scellés a été acceptée pour **1 500 pages de documents**, mais certains passages demeurent confidentiels.

Le responsable des affaires juridiques de la société, **Ron Bell**, assure dans [un billet](#) qu'un lien sera prochainement proposé sur Tumblr vers les documents concernés. L'initiative faite suite à la publication de [rapports de transparence](#) portant sur les demandes gouvernementales de données utilisateurs. Yahoo cherche ainsi à se dépêtrer du [scandale des écoutes massives pratiquées par la NSA](#) avec le soutien de grands groupes IT américains. Selon les documents dérobés par **Edward Snowden**, Yahoo, Microsoft, Google et consorts sont concernés.

Lire aussi

[Yahoo, Hotmail, Gmail... écoutés : le carnet d'adresses géant de la NSA](#)